

Une rentrée 2025 dans le Second degré sous le signe de la pénurie

Tous les signaux étaient au rouge ces derniers mois : une nouvelle session des concours de recrutement qui ne fait pas le plein avec plusieurs centaines de postes non pourvus, plus d'une centaine de petites annonces pour notre académie sur le site de recrutement du ministère de l'Éducation nationale, des emplois du temps distribués aux élèves sans nom de professeurs... Comme l'avait annoncé le SNES-FSU, il n'y avait pas un professeur devant chaque classe dans cette première semaine de rentrée.

Rompant avec le traditionnel déni de ses prédécesseurs car acculée par les faits, notamment mis en avant par le SNES-FSU, Elisabeth Borne a fini par reconnaître cet état de fait. Mais les chiffres qu'elle a avancés sont vraisemblablement sous-estimés.

Dans sa première enquête de rentrée, menée sur les 3 premiers jours de classe, le SNES-FSU Toulouse constate que plus d'un établissement deux, l'équipe de professeur·es n'est pas au complet. Mais il y a pire : dans près de 3 établissements sur 4, l'équipe pluricatégorielle (professeurs, CPE, Psychologues de l'EN, AED ou AESH) est incomplète.

De manière générale, et au-delà des discours bienveillants sur la réussite des élèves, la prévention du harcèlement ou la prise en charge de la santé mentale, la communication institutionnelle se heurte à la réalité du terrain : de nombreuses heures de cours ne seront pas assurées faute de professeurs, dans toujours plus de disciplines ; des vies scolaires seront en sous-effectifs voire fermées pendant certains créneaux de la journée ; l'information et l'accompagnement à l'orientation sera toujours plus reportée sur des enseignant·es qui assurent déjà des services d'enseignement au-delà de leurs obligations réglementaires et les Psychologues de l'EN surchargés et précarisés ; des élèves en situation de handicap ne seront pas accompagnés dans les conditions adaptées sur la totalité de leur horaire de classe.

L'École publique est à un point de bascule : la sauver suppose désormais des réorientations budgétaires urgentes pour annuler le gel de crédits prévus pour la fin d'année ; pour interroger le financement d'un système privé concurrent ; pour préserver les postes ; pour recruter davantage de personnels formés et stables, en améliorant significativement les conditions de travail et de rémunération.

Le SNES-FSU a des propositions en ce sens. Les mobilisations à venir, le 10 et le 18 septembre seront de premiers moments que nos collègues sont appelé à saisir pour alerter sur la réalité de l'École et du Second degré à cette rentrée.